

Avant de commencer notre déclaration, un mot sur la situation internationale : la guerre pèse sur chacun d'entre nous. Le seul réconfort serait de voir l'unanimité dans notre pays pour dénoncer ce retour à la barbarie sur notre continent.

Nous aurons aussi une pensée, à Toulouse, le 19 mars, pour se souvenir des attentats commis il y a 10 ans dans notre ville. Attentats, qui ont aussi frappé une Ecole.

Déclaration du SE-Unsa 31

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,
M le Dasen,

Vous allez rappeler que la dotation départementale annonce une amélioration des moyens.
Nous allons, nous, surtout rappeler la réalité des personnels : elle ne s'améliore pas.

D'abord une comparaison : le département a des moyens pour les collèges et lycées (qui ont été pris sur les autres départements de l'académie), ils n'y sont pas pour les écoles... Deux poids, deux mesures ?
Cela engendre une situation ingérable dans les écoles. C'est clairement un choix politique.
Choix politique qui s'impose au détriment du service public.

Sur les collèges et lycées, là aussi la politique s'en mêle.

Parfois pour de bonnes raisons, nous le voyons avec l'ouverture de deux nouveaux collèges qui ont pour objectif de rétablir PARTOUT des collèges POUR TOUS.
Dommage qu'en même temps, nous financions tous des établissements réservés à quelques-uns, les concurrents du service public.

Parfois pour de bonnes raisons, souvent pour de mauvaises...

L'orientation du conseil départemental met cruellement en lumière celle du conseil régional :
La recherche de mixité sociale, le désengorgement des lycées du centre ville devait être la boussole de tous pour organiser l'ouverture d'un nouveau lycée.

Vous avez fait tout l'inverse (Pour pleins de mauvaises raisons, toutes politiques) : les lycées du centre ville sont annoncés avec des classes à 37 mais leur secteur ne bouge pas ; par contre, R naves, moins au « centre ville », est amputé de centaines d'élèves (et aura plus de vingt fermetures de postes).

Vous allez dire que nous exagérons.

Mais pourquoi n'avons-nous aucune information sur les catégories sociales des parents dans les lycées ?
Aucune étude sur le taux d'évitement de tel ou tel établissement ?

Nous n'avons même plus de prévisions d'effectifs (*le document montre juste la capacité d'accueil du lycée, avec le nombre de classes X 36*)

Alors les moyens sont nécessaires mais il faut ensuite les répartir de façon juste.

Ce ne sera pas le cas cette année.